



Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH)

Organisation guinéenne des droits de l'Homme (OGDH)

Communiqué de presse

Guinée : Justice et réconciliation, priorités pour une démocratie naissante

Paris, Conakry, le 22 décembre 2011.

Près d'un an après la première élection présidentielle démocratique en Guinée, une mission de la FIDH s'est rendue à Conakry, du 14 au 17 décembre 2011, afin d'évaluer la situation des droits de l'homme dans le pays, en particulier en matière de lutte contre l'impunité, et de contribuer aux débats en cours sur la réconciliation. Constituée de Souhayr BELHASSEN et de Sidiki KABA, respectivement présidente et président d'honneur de la FIDH, la délégation a été reçue par les autorités nationales guinéennes, accompagnée par Thierno Maadjou SOW, président de l'OGDH, et Antonin RABECQ, chargé de mission de la FIDH.

La mission se félicite de la qualité des échanges et de la grande ouverture qui a présidé à l'ensemble des rencontres, notamment avec le Président de la République, M. Alpha CONDE, le Premier ministre, M. Mohammed Saïd FOFANA, le Ministre de la justice, M. Christian SOW et la Présidente du Conseil national de transition (CNT), Mme Rabiadou DIALLO.

Au cours de cette mission, le chef de l'État et les représentants du gouvernement ont réitéré leur volonté d'instaurer un État de droit respectueux des engagements internationaux de la Guinée et d'œuvrer pour que la justice puisse être rendue dans les meilleures conditions, y compris dans les dossiers sensibles que représentent les violences politiques commises depuis l'indépendance.

A l'issue de la première séance de travail de la Commission provisoire chargée de la réconciliation nationale (CPCRN), qui s'est tenue à Conakry le 15 décembre, Souhayr BELHASSEN, présidente de la FIDH, a déclaré : « *Les précédentes expériences des processus de réconciliation, en Afrique notamment, nous ont appris que l'exigence de justice, droit inaliénable de tout citoyen, constitue un aspect central de toute réconciliation véritable. Quelque soit la forme de la commission guinéenne, avec son originalité et ses spécificités nationales, elle ne pourra faire l'économie d'un volet judiciaire* ».

Thierno Maadjou SOW, président de l'OGDH, a estimé « *qu'au moment où la Guinée s'engage sur la voie de l'instauration d'un État de droit, les associations de défense des droits de l'homme, aux côtés des victimes de violations, ont un rôle primordial à jouer dans l'accompagnement des autorités nationales sur le chemin de la justice et de la réconciliation nationale, dans un État où l'impunité a été la règle pendant plusieurs décennies* ».

« *La Guinée s'est engagée sur la voie de la réconciliation, en jetant les bases d'une commission à venir, dont il s'agit à présent de définir le mandat et la composition. De cette nouvelle étape et de la volonté politique à la franchir dépendront les chances de succès d'une réconciliation que les Guinéens appellent de leurs vœux* » a insisté Maître Sidiki KABA, président d'honneur de la FIDH.

Lors de son discours prononcé le 20 décembre 2011, à l'occasion du premier anniversaire de son investiture, le Chef de l'État guinéen a rappelé que la réconciliation nationale constituait l'une des trois priorités pour la Guinée et a évoqué « *un processus difficile mais indispensable pour la cohésion de [la] nation et pour la construction de sa mémoire historique* ».

La mission a également salué la décision de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), intervenue le 16 décembre à l'issue d'une réunion avec la commission de facilitation du dialogue politique conduite par Monseigneur Gomez, de suspendre ses activités et de reporter officiellement la date des

La FIDH est une organisation non gouvernementale de défense des droits humains, qui fédère 164 organisations dans plus de 100 pays. La FIDH a un statut consultatif auprès des Nations unies, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

<http://www.fidh.org> – presse@fidh.org

+33 1 43 55 90 19 - +33 1 43 55 14 12

Twitter : @fidh_ngo

élections législatives, prévues initialement le 29 décembre.

« Cette suspension, demandée par l'opposition, devrait permettre la reprise d'un dialogue politique sur la tenue des élections législatives. L'émergence d'un consensus autour de cette échéance essentielle et l'avènement d'un pouvoir législatif légitime sont autant de conditions pour la construction d'une démocratie pérenne en Guinée » a estimé Souhayr BELHASSEN.

Au-delà des réformes en cours et d'une situation globalement encourageante, la FIDH et son organisation membre en Guinée, l'OGDH, rappellent qu'il est primordial que la justice soit faite concernant les violences politiques récentes, notamment en janvier et février 2007, en septembre 2009 et pendant la période électorale en 2010, et que les victimes soient reconnues dans leur droits.

Contacts presse : Arthur Manet : presse@fidh.org / te : +33 (0) 6 72 28 42 94

A lire également :

- Intervention de Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH, prononcée lors de la journée d'études de la Commission provisoire chargée de la réconciliation nationale (CPCRN), le 15 décembre 2011 :
- « La commémoration du massacre du 18 septembre 2009 confisquée par la tension politique », septembre 2011 : <http://www.fidh.org/Guinee-La-commemoration-du>
- « Un an après le massacre du 28 septembre 2009, nouveau pouvoir, espoir de justice ? », septembre 2010 : <http://www.fidh.org/1-an-apres-le-massacre-du-28>